

3 1761 11894113 7

LAZON

T

-77673



Ontario

Guide pour

Les Affaires en Ontario, Canada



Ministère de l'Industrie et du Tourisme
Ontario / Canada

CAZON

IT

-77973

Government
Publications

Avant-propos

Cette publication a pour but principal de servir de guide aux personnes qui envisagent d'établir une entreprise dans la province de l'Ontario au Canada.

Les sujets traitent brièvement des points fondamentaux et les renseignements préliminaires. Les données stipulées dans ce livret sont basées sur les lois et règlements en vigueur lors de la publication (août 1977). "L'exploitation d'une entreprise en Ontario" est publiée par le Ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario situé à Toronto, Ontario, Canada — l'organe gouvernemental responsable pour le développement industriel et commercial et l'essor global des entreprises dans la province.



DEPOSITORY LIBRARY MATERIAL



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761118941137>

Ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario

Le Ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario, par le truchement du Service de l'Industrie et du Commerce, est principalement responsable pour l'établissement et l'essor des entreprises, des manufactures, de l'industrie et du commerce en Ontario. Cette fonction est assurée en gardant des contacts avec des particuliers, des compagnies, des organismes professionnels et d'autres organes gouvernementaux sur une base permanente. Le Ministère dont le siège est à Toronto est secondé par des bureaux régionaux à travers toute la province et des bureaux internationaux aux quatre coins du monde.

Buts

- Encourager l'essor économique et la prospérité dans la Province de l'Ontario.
- Aider à éliminer les obstacles à l'essor et à l'expansion de la libre entreprise commerciale dans la Province de l'Ontario.
- D'être un défenseur objectif des points de vue de l'industrie et du commerce dans le Gouvernement de l'Ontario.

Objectifs

- Maintenir et accroître les possibilités concurrentielles des manufactures de base de l'Ontario.
- Contribuer à l'amélioration du climat d'investissements commerciaux dans la Province de l'Ontario.
- Promouvoir la création de possibilités d'embauche à long terme qui utilisent les formations et les compétences d'Ontariens.
- Aider à l'expansion des petites entreprises dans la Province de l'Ontario.
- Accroître le revenu du tourisme dans la Province de l'Ontario.
- Aider à l'essor des possibilités des exportations pour les entreprises ontariennes.
- Encourager la genèse de nouvelles techniques et les innovations commerciales dans la Province de l'Ontario.

Six divisions principales. Le Ministère fonctionne avec six divisions majeures: Industrie et Commerce; exploitation des petites entreprises; Tourisme; Politique et priorités; Administration et Communications.

Trois Corporations de développement de l'Ontario fournissent les services financiers et consultatifs au monde des affaires en vue de stimuler l'essor industriel, le développement économique et les possibilités d'embauche.

Toute personne intéressée à faire des affaires en Ontario est invitée à tirer

avantage de la gamme complète des services consultatifs offerts sur une base confidentielle par le Ministère. Les services et les programmes couvrent tous les aspects d'exploitation d'une entreprise y compris l'octroi de licence, les coparticipations, la recherche des sources relatives à la production et aux produits et la technique industrielle. Des données statistiques complètes sur les municipalités nécessaires pour la sélection optima de l'emplacement d'une usine sont mises à la disposition des requérants.

On aidera toute personne désireuse d'investir à rassembler toutes les informations pertinentes, à évaluer tous les faits et à atteindre les décisions adéquates. On peut arranger des visites organisées ainsi que des réunions avec des représentants locaux, les autorités provinciales et fédérales, des banques, les services publics, les compagnies de transport, etc.

Pour les services du Ministère, s'adresser aux bureaux internationaux dont la liste avec leur adresse respective figure à l'annexe B.

Table des matières

Le climat des affaires	1
Encouragement à l'industrie — croissance économique — avantages d'être situé en Ontario — entrée et rapatriement des capitaux — appartenance étrangère	
Organisation commerciale	3
Modes d'organisation — constitution en société — Octroi de licence	
Main-d'œuvre	7
Services de main-d'œuvre — relations employeur/employé — avantages marginaux — embauche des étrangers	
Impôts	11
Impôt sur le revenu des corporations — impôt sur le revenu des particuliers — imposition sur les succursales et les filiales — dividendes — taxe de vente fédérale — impôt sur gain en capital — taxe d'accise fédérale — taxe de vente de l'Ontario — impôts municipaux — impôt foncier sur la cession de terrain — impôt sur la spéculation foncière	
Droits des douanes canadiennes	21
Classification des droits de douanes — évaluation aux fins douanières — importations temporaires — remboursement — remise	
Aide gouvernementale aux entreprises	25
Programmes du gouvernement de l'Ontario — programmes du gouvernement fédéral	
Renseignements généraux	28
Brevets — marques de commerce — droit d'auteur — esthétique industrielle — transport — services publics — banques — homologation des produits	
Annexes	31

Le climat des affaires

Encouragement à l'industrie

Encourager une saine croissance industrielle est de toute première importance à tous les niveaux des gouvernements canadiens. Il règne dans le pays un climat favorable à l'investissement et des mesures stimulantes sont prises pour amener une réponse aux besoins de l'industrie ainsi qu'aux exigences d'un taux de croissance maximum, sur la base des ressources à la disposition.

La participation dans l'économie en pleine expansion de l'Ontario est en général la bienvenue, que ce soit sous forme d'octroi de licences de fabrication, d'entreprise en coparticipation, ou de l'établissement de nouvelles fabriques de production. Les possibilités d'investissement sont nombreuses et variées dans la fabrication de produits manufacturés comme dans le traitement des ressources naturelles.

Depuis quelques années l'Ontario accorde une importance croissante à la production industrielle, avec l'exportation comme objectif tout particulier. Le Canada a pris une part active aux négociations tarifaires dans le but d'étendre la portée de son industrie au-delà du marché intérieur, et de lui donner une dimension internationale. Ceci fut réalisé grâce à l'obtention de réductions des tarifs dans les autres pays et, au Canada même, par la réduction des tarifs d'importation imposés sur de nombreux articles.

Croissance économique

Le produit national brut du Canada est estimé à 185 milliards pour 1976. Le produit provincial brut de l'Ontario est estimé à \$74 milliards pour 1976, soit 40% du produit national brut. En 1975 les expéditions de produits manufacturés de l'Ontario étaient de \$43,5 milliards soit 51% de tous les produits manufacturés au Canada. Les exportations de l'Ontario en 1976 constituaient 41% de toutes les exportations du Canada y compris 80% d'exportation de produits entièrement finis. Les ventes au détail de l'Ontario ont atteint \$21,1 milliards pour 1976. On s'attend à ce que le revenu par habitant en Ontario en 1976 dépasse \$7.000, le plus élevé du Canada. L'Ontario a pris une très large part à l'expansion économique du Canada pendant les années 60 et les premières années 70.

La population du Canada est passée à 23,5 millions d'habitants et celle de l'Ontario à 8,5 millions d'habitants.

Avantages d'être situé en Ontario

L'Ontario est situé au centre des dix provinces du Canada. Doté de riches ressources naturelles, d'une population croissante où se développe une main-d'œuvre spécialisée, et de marchés intérieurs et étrangers en plein développement, l'Ontario possède la base nécessaire pour atteindre un bon rendement aussi bien dans la fabrication que dans les opérations de transformation. La proximité du marché américain et du vaste potentiel qu'il représente constitue une autre raison valable pour fonder une entreprise de fabrication en Ontario. Les produits fabriqués en Ontario jouissent des tarifs préférentiels du Canada dans différentes régions du Commonwealth britannique (voir la section "Douanes").

Entrée et rapatriement des capitaux

À ce sujet les règlements auxquels sont soumises les entreprises commerciales et l'industrie sont appliqués de manière impartiale aux firmes canadiennes comme aux firmes contrôlées par l'étranger. Ceux qui investissent en Ontario sont libres de liquider leurs investissements n'importe quand et de faire sortir les recettes hors du pays. De même les bénéfices, les dividendes et les redevances peuvent être remis à discrétion, une fois soumis à la retenue d'impôt appropriée.

Appartenance étrangère

Les investissements étrangers sont soumis à des restrictions dans certains domaines tels que les finances, les moyens d'information, le transport y compris l'aviation et le cabotage, la pêche commerciale et certains activités professionnelles. Les acquisitions de compagnies canadiennes avec des fonds étrangers peuvent dépendre dans certains cas de l'approbation de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Cependant l'établissement avec des fonds étrangers d'une nouvelle entreprise ou d'une entreprise sans rapport avec une entreprise canadienne existante est soumis à l'approbation de l'Agence.

Tandis que la loi canadienne n'exige pas que les firmes étrangères fassent des arrangements pour une participation financière canadienne, certaines mesures fiscales d'encouragement sont à la disposition des compagnies de fabrication et de transformation ayant un certain degré d'appartenance canadienne (Voir la section "Impôts").

Organisation commerciale

Modes d'organisation commerciale

Les paragraphes qui suivent donnent un bref aperçu de l'essentiel de la législation fédérale et provinciale qui régit les affaires de l'Ontario à leurs débuts. Des publications plus détaillées sont à la disposition pour examen et des discussions avec des autorités compétentes peuvent être organisées.

Des services juridiques sont immédiatement à la disposition des personnes d'affaires pour les guider dans les procédures stipulées pour la constitution en société ou l'octroi de permis ou de licence.

La loi canadienne offre quatre modes fondamentaux d'organisation commerciale. Ce sont: 1. entreprise individuelle; 2. la société commerciale en nom collectif; 3. la société à responsabilité limitée; 4. la société constituée en corporation.

Les non-résidents peuvent librement opérer sous l'une ou l'autre de ces formes et également utiliser la formule des sociétés filiales.

Entreprise individuelle

Une personne peut se lancer dans les affaires en Ontario avec un minimum de formalités légales, étant entendu que certains permis doivent être obtenus pour certaines catégories d'activités. Le propriétaire est seul responsable de l'opération et, en règlement de ses obligations, les actifs de son entreprise, ainsi que ses biens personnels, peuvent être solidairement liés.

Si le propriétaire d'une entreprise individuelle choisit un nom de commerce autre que le sien ou désire ajouter des mots comme "et compagnie" à son nom il doit s'inscrire auprès du préposé provincial au registre des sociétés.

Sociétés commerciales en nom collectif

On peut avoir en Ontario des sociétés commerciales en nom collectif et des sociétés en commandite. Les principes qui régissent les droits et les obligations des associés sont semblables à ceux qui font l'objet des lois de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Une déclaration, remplie et signée par tous les associés, portant leur nom et adresse et la raison sociale de la compagnie et la contribution de chaque personne est requise lors de l'enregistrement au préposé provincial au registre des sociétés.

Les associés d'une société à responsabilité limitée ne participent pas à la gestion de l'affaire et n'ont de responsabilité envers la firme et ses créanciers qu'en proportion de leur contribution financière.

D'autre part les associés d'une société commerciale en nom collectif ne sont pas seulement collectivement responsables (à parts égales) des dettes de la société, mais ils sont en outre conjointement et solidairement responsables (chaque membre étant responsable du montant total.)

Compagnies de droit public et de droit privé

Dans la plupart des cas, la loi fédérale permet la création d'une compagnie, soit de droit public, soit de droit privé. Le champ d'action d'une compagnie de droit public est plus étendu que celui d'une compagnie de droit privé. Elle peut en effet mettre en vente auprès du public ses actions et ses obligations, avoir autant d'actionnaires qu'elle le désire et les actions qu'elle émet sont transférables sans restriction. Il est requis qu'une compagnie de droit public qui met en vente des actions édite un prospectus d'appel à la souscription qui sera distribué au public intéressé et devra être déposé auprès des autorités provinciales et fédérales.

Une compagnie fédérale de droit privé est limitée à cinquante actionnaires; elle est soumise à des restrictions quant aux transferts des actions, et ni actions ni obligations ne peuvent être offerts à l'investissement du public.

Constitution en société en vertu de la loi provinciale

Selon la loi ontarienne il n'existe pas de distinction entre une compagnie de droit public et une compagnie de droit privé. Les corporations en Ontario appartiennent à deux catégories, celles qui offrent leurs valeurs au public et celles qui ne les offrent pas. Il existe un test pratique qui permet de déterminer si une société commerciale entre dans l'une ou l'autre de ces deux catégories. La loi ontarienne n'est pas la même pour les corporations qui offrent leurs valeurs au public et pour les sociétés qui ne le font pas. Les différences affectent généralement les droits des actionnaires, la divulgation des informations au public et le droit de la corporation à restreindre le transfert de ses actions. Les corporations constituées en Ontario n'ont besoin que d'un actionnaire. Les corporations constituées en Ontario qui offrent leurs valeurs au public doivent avoir au moins trois directeurs dont deux ne doivent être ni cadres ni employés de la corporation ni d'aucun de ses organismes affiliés.

En Ontario une corporation est constituée comme telle lorsque les articles de constitution sont dûment déposés et le versement requis effectué. Au niveau fédéral la constitution en société commerciale dépend du régime des lettres patentes qui permet de conférer une charte à tout groupe composé au moins de trois personnes, les constituant en "corporation et corps politique." Pour les corporations dont la charte est octroyée suivant la loi ontarienne, "l'Amendement à la Loi sur les corporations" de 1972 demande qu'il y ait au

Conseil d'administration une majorité de membres de nationalité canadienne résidant ordinairement au Canada et de plus, que chaque année financière la majorité des réunions de directeurs aient lieu au Canada.

Une compagnie constituée dépendant de la loi ontarienne doit obtenir un permis dans chacune des provinces où elle se propose de faire du commerce ou de posséder des biens immobiliers. Il y a une exception, c'est l'arrangement réciproque conclu entre l'Ontario et le Québec qui dispense les compagnies constituées dans l'autre province de la nécessité d'obtenir un permis.

On peut en général obtenir un permis en remplissant une demande que l'on dépose auprès des autorités provinciales adéquates et en effectuant le versement requis.

Compagnies extra-provinciales

Toutes les provinces du Canada exigent que les compagnies étrangères ou extra-provinciales soient inscrites ou qu'elles détiennent un permis lorsqu'elles font du commerce dans leur territoire respectif. Les expressions "étrangères" ou "extra-provinciales" désignent toute compagnie autre que celles qui ont été constituées au niveau fédéral ou selon les statuts de la province en question.

Ce sont la nature, l'envergure et la durée des activités commerciales projetées qui détermineront s'il y a lieu de choisir d'opérer en compagnie extra-provinciale plutôt qu'en compagnie constituée en Ontario.

Constitution en société en vertu de la loi fédérale

Les compagnies constituées par lettres patentes selon la Loi sur les corporations canadiennes ont le droit de faire du commerce dans toutes les provinces du Canada et n'ont pas besoin d'un permis extra-provincial pour opérer dans n'importe quelle province du Canada. Ces compagnies sont cependant tenues de se conformer aux lois provinciales de portée générale en ce qui a trait à l'occupation du terrain et aux impôts provinciaux. L'Ontario exige que ces compagnies soient inscrites et obtiennent un permis pour occuper du terrain dans la province.

Filiale d'une corporation étrangère

Des corporations étrangères peuvent avoir une filiale qui fait du commerce en Ontario sans qu'il y ait besoin de constitution locale en société. Les filiales

sont traitées comme les compagnies constituées dans une autre province du Canada et doivent être inscrites et obtenir un permis en application des lois ontariennes. Lorsque la corporation désire opérer en Ontario sous son nom propre, le nom doit d'abord être accepté par le Ministère des relations commerciales et à la consommation, et ceci avant que soit faite la demande de permis, car la loi ontarienne exige qu'un nom soit suffisamment différent de celui d'une société, d'un individu ou d'une association en existence pour ne pas porter à confusion.

La décision quant à la création d'une filiale en Ontario ou la simple formation d'un succursale dépend généralement des aspects fiscaux de la question, du rendement escompté de l'opération commerciale en Ontario, des rapports avec la compagnie mère et autres facteurs. Pour aboutir à la meilleure solution il est recommandé que les personnes d'affaires prennent conseil auprès d'avocats et de comptables.

Contrôle des devises

Les transactions financières relatives aux denrées, marchandises ou services et virements de capitaux ne sont pas soumises aux règlements du contrôle des devises au Canada.

Main-d'œuvre

En Ontario le gouvernement provincial est responsable de la juridiction qui régit la main-d'œuvre et l'emploi. Cependant certaines industries et certaines entreprises de caractère national, international ou interprovincial, telles que le transport, les communications, les canaux, les oléoducs etc. dépendent de la juridiction fédérale et sont soumises au Code canadien du travail (Normes).

Service de main-d'œuvre

La Division de la Main-d'œuvre du Canada du Ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration offre un vaste service public d'embauche à tous les employeurs canadiens et un service gratuit de placement aux chômeurs et à ceux qui désirent changer de travail. Les centres de Main-d'œuvre du Canada reçoivent et publient des informations sur l'offre et la demande de main-d'œuvre dans toutes les industries et emplois divers.

Les Centres de Main-d'œuvre du Canada offrent des services supplémentaires, qui comprennent une aide technique et financière aux employeurs, pour la formation, le recyclage, l'amélioration des talents de l'employé.

En outre il y a un bon nombre d'agences de placement privées qui offrent des services de main-d'œuvre aux employeurs comme aux employés.

Normes de l'emploi

Le Loi des normes de l'emploi fixe des normes minima uniformes à respecter par tous les employeurs dans toute la Province. Elles concernent (i) la cessation de l'emploi; (ii) les heures de travail; (iii) les heures supplémentaires; (iv) le salaire minimum; (v) l'égalité de salaire pour un travail égal; (vi) les congés de maternité; (vii) les congés payés; (viii) la protection du salaire.

Salaire minimum et heures de travail

On pratique habituellement la semaine de cinq jours, et de quarante heures. La loi demande que des heures supplémentaires soient payées après quarante-quatre heures de travail. Le salaire horaire minimum en Ontario est actuellement de \$2.65 de l'heure, sauf pour les travaux de construction pour lesquels le salaire horaire minimum est de \$2.90 de l'heure.

La loi des normes de l'emploi établit que tout employé en Ontario a droit à un

congé annuel minimum d'au moins deux semaines après qu'il ait accompli ses premiers douze mois de travail et que son salaire durant ces vacances ne doit pas être inférieur à 4% du salaire total reçu dans l'année relative à ces vacances.

Jours fériés

Il y a sept jours fériés payés obligatoires mais en pratique les employés ont huit jours fériés payés par an. Cinquante pour cent du salaire doivent être payés en plus pendant les heures de travail accomplies pendant ces jours fériés.

Syndicats

La liberté d'affiliation est garantie par la législation, et les employeurs doivent reconnaître les syndicats représentant la majorité de leurs employés et être prêts à négocier avec eux. Montants des salaires, heures de travail, avantages marginaux et autres aspects des conditions de travail, y compris les vacances et les jours fériés, tout cela se règle d'habitude par des négociations collectives.

Indemnité pour accidents du travail

La loi sur les indemnités pour accidents du travail prévoit la création d'une caisse commune à laquelle contribuent les employeurs et qui est gérée par la Province. Des prestations sont versées aux travailleurs qui y ont droit pour compenser la perte de revenus due aux accidents survenus au cours ou dérivant du travail.

Le montant des contributions de l'employeur dépend des risques de l'industrie. Les employeurs sont soumis chaque année à une évaluation, qui établit le barème en vigueur pour chaque industrie, basé sur le relevé des salaires. Le relevé des salaires doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport dans le secteur industriel.

Assurance-chômage

La loi sur l'assurance-chômage établit que tous les employés du Canada, qui ont un contrat d'emploi doivent être assurés en cas d'interruption de salaire due à un manque de travail, à une incapacité de travailler ou à une grossesse, à moins qu'ils ne fassent partie de ces employés spécifiquement "non assurables". Des cotisations de l'employeur et de l'employé plus une contribution supplémentaire du Gouvernement Fédéral sont versées à la

caisse d'assurance. En 1977, la prime de l'employé est de 1,50 pour cent et la prime de l'employeur est 1,41 fois la prime de l'employé. Le salaire assurable maximum en 1977 est de \$220 par semaine. C'est la responsabilité des employeurs de garder un relevé de l'emploi de son employé sur lequel seront basées les primes d'assurance s'il y a chômage.

Régimes de pension

Le régime de pensions du Canada a pour but de fournir une pension de retraite de base à tous les travailleurs canadiens. À quelques exceptions près, la participation est obligatoire. Les employeurs doivent déduire 1,8 pour cent du salaire de leurs employés jusqu'à un maximum de \$151.20 par an. Les employeurs doivent faire une contribution équivalente. Le total est alors versé au Ministère fédéral du Revenu National avec les déductions pour les impôts sur le revenu.

La loi sur les prestations de pension permet aux employeurs de créer un régime privé de pension au bénéfice de leurs employés au moment de la retraite.

Assurance-maladie

Le régime d'assurance-maladie de l'Ontario exige qu'un employeur de 15 employés ou plus fournisse une participation de groupe. De 6 à 14 employés, le régime d'assurance n'est pas obligatoire mais peut être arrangé. Les particuliers peuvent être protégés par le régime à "versement direct". Les employeurs doivent faire les déductions spécifiques de la feuille de salaire et les verser à l'agence désignée. La participation de l'employeur au coût du régime d'assurance-maladie n'est pas obligatoire.

Coût des avantages marginaux

Bien qu'il soit difficile de calculer précisément ce que coûte à l'employeur les avantages marginaux, puisque les contrats de travail varient, un sondage officieux récent donnent une moyenne de 33 pour cent du total des salaires pour les budgets des industries de fabrication.

Par avantages marginaux on entend les vacances, les jours fériés, les régimes de pension et l'assurance collective.

Embauche des étrangers

Bien que les visiteurs satisfaisant aux exigences générales prescrites relatives à la santé, au caractère et aux moyens financiers soient admis librement au Canada, ceux qui désirent prolonger leur séjour au-delà de trois mois doivent s'inscrire auprès d'un agent de l'immigration au moment de leur venue au pays.

Tandis que la nationalité canadienne ne constitue pas une condition absolue pour l'embauche, sauf dans certains cas, les étrangers doivent avoir un statut d'immigrant reçu pour pouvoir accepter un emploi ou, pour un emploi à court terme, un permis de travail. Toute personne qui n'est pas de nationalité canadienne ou immigrant reçu doit posséder un visa pour l'embauche (permis de travail) avant d'être admis au Canada en vue d'être employé et le visa est seulement émis si un citoyen canadien ou un immigrant reçu n'est pas disponible pour le poste. La demande de visa doit être faite au bureau d'immigration canadienne le plus proche avant de se rendre au Canada. Bien qu'il n'y ait probablement pas de difficultés à faire venir des équipes spéciales ou du personnel clef, tous les employeurs doivent s'adresser au directeur, section de l'immigration, Ministère de la main-d'œuvre et de l'immigration, Ottawa.

Impôts

En Ontario, l'impôt se paie à trois niveaux — fédéral, provincial et municipal. Le gouvernement fédéral peut prélever des impôts directs et indirects, tandis que les gouvernements provincial et municipal ne peuvent prélever que des impôts directs.

En général tous les particuliers et toutes les corporations sont assujettis à l'impôt fédéral et provincial sur le revenu. Certains particuliers et certaines corporations sont aussi assujettis à d'autres impôts dont nous donnons plus bas une description sommaire:

Impôts sur le revenu des corporations

Impôt fédéral sur le revenu des corporations

L'impôt fédéral frappe une corporation résidant au Canada sur la base des revenus de toute provenance, à l'intérieur et à l'extérieur du Canada, accumulés pendant l'année fiscale, moins certaines déductions. Le paiement des impôts, tels qu'évalués par la corporation, s'effectue en versements mensuels anticipés pendant toute l'année, au Ministère fédéral du Revenu National.

Les taux de l'impôt fédéral sur le revenu des corporations varient suivant la nature et la taille de la compagnie (voir annexe A).

Une réduction de l'impôt fédéral sur le revenu des corporations est accordée aux corporations privées contrôlées par des canadiens, ce qui permet de stimuler les petites entreprises (voir annexe A).

Des accords fiscaux fédéraux-provinciaux permettent de réduire les taux d'imposition fédérale de 10% en faveur de l'imposition provinciale sur les corporations.

Degrèvement d'impôt pour investissement

Depuis 1975, le dégrèvement d'impôt pour l'investissement a permis aux contribuables versés dans les entreprises de fabrication ou de transformation, dans les industries du pétrole et de minerai et ceux engagés dans l'exploitation forestière, fermière et piscicole et l'entreposage de grains, de réduire leur impôt fédéral sur le revenu de 5 pour cent du prix de nouveaux bâtiments admissibles, de machines et d'équipement. Le dégrèvement a pour effet de réduire le coût d'acquisition de biens immobiliers. Sa déduction totale de l'impôt peut se faire au cours de toute année donnée jusqu'à concurrence des premiers \$15,000 de la responsabilité envers l'impôt fédéral et jusqu'à concurrence de la moitié de la responsabilité envers l'impôt fédéral lorsque les \$15,000 sont dépassés. Tout solde de dégrèvement non réclamé dans une année peut être reporté pendant les cinq ans suivants. Les particuliers y compris les responsables de petites entreprises, les fermiers et les pêcheurs ainsi que les corporations ont droit à ce dégrèvement.

Le budget 1977 propose d'accroître la durée du dégrèvement de trois ans pour inclure tout investissement agréé qui sera effectué avant le 1er juillet 1980.

Le dégrèvement sera modifié pour couvrir à la fois les dépenses courantes et celles en capital occasionnées par la recherche scientifique et sa réalisation. Ces dépenses peuvent déjà être déduites du revenu dans l'année pendant laquelle elles ont été effectuées.

Le spectre du dégrèvement sera aussi élargi pour inclure les camions

d'exploitation forestière pesant plus de 16.000 livres et les biens utilisés principalement pour la production de minerai industriel, tels que l'équipement pour extraire le soufre en tant que dérivé du traitement du gaz et l'équipement utilisé dans l'industrie des agrégats, broyeurs, chargeurs, trieurs, transporteur à courroie etc. Un taux de dégrèvement à trois échelons sera établi pour fournir un encouragement supplémentaire à l'investissement là où la reprise économique est la plus faible et le chômage le plus élevé.

Le taux du dégrèvement d'impôt sera accru de 7½ pour cent dans les régions désignées selon la loi sur l'encouragement au développement régional dans le nord ontarien.

Le taux de dégrèvement dans les autres régions de l'Ontario passera à 5 pour cent.

Déductions

Certaines déductions sont permises dans le calcul du revenu imposable. On compte au nombre de ces déductions les réserves pour les créances douteuses. L'intérêt sur les emprunts, l'impôt foncier versé aux municipalités, les contributions au régime de pension de l'employé, la recherche scientifique, le paiement d'impôts étrangers etc.

Déductions pour l'amortissement

L'amortissement sur les immobilisations est une déduction consentie en rapport avec le coût des actifs immobilisés. Il est calculé suivant la méthode des soldes dégressifs. Voici des exemples de taux maxima d'amortissement sur les immobilisations pour certaines catégories: bâtiments en briques, 5% par an; bâtiments à charpente, 10% par an; automobiles et camions, 30% par an; outillage, 20% par an.

Machines et équipement de fabrication et de transformation

La législation autorise un amortissement accéléré dans le cas de machines et d'équipement utilisés pour la fabrication et la transformation au Canada. Le taux courant est de 50 pour cent par an.

Filiales de compagnies étrangères

Lorsqu'une société non résidente exerce une activité commerciale en Ontario

par l'entremise d'une filiale établie au Canada, le revenu total de la filiale, gagné au Canada ou à l'étranger est assujetti à l'impôt sur le revenu au Canada. La filiale peut réclamer un dégrèvement pour les impôts payés à l'étranger, comme toute autre compagnie canadienne. Les méthodes de calcul du revenu imposable et les taux d'imposition sont les mêmes que pour toute compagnie résidant au Canada, si ce n'est que les encouragements fiscaux accordés aux petites entreprises ne sont pas offerts aux sociétés contrôlées par l'étranger.

Succursales de sociétés étrangères

Lorsqu'une société non résidente exerce une activité commerciale en Ontario par l'entremise d'une succursale (sans qu'il y ait constitution locale en société), elle est assujettie à l'impôt sur le revenu sur la partie de ses revenus qui peut être raisonnablement attribuée à l'activité exercée au Canada par sa succursale canadienne. Il s'agit de tenir des comptes bien distincts pour déterminer plus facilement le revenu de la succursale. De plus un impôt fédéral de 25% est prélevé sur le revenu après imposition. Des provisions sont prévues pour de nouveaux investissements de capitaux et des additions au fonds de roulement chaque année. Cet impôt s'applique au revenu après imposition qui est gardé au Canada ou expédié en pays étranger.

Dividendes

Les dividendes et les versements sous forme de dividendes, lorsqu'ils sont payés ou portés au crédit de non-résidents (que ce soit à des particuliers ou des corporations) sont soumis à une retenue d'impôt à la source comme stipulé ci-dessus. Les "dividendes" incluent les montants ou les valeurs reçus par les actionnaires, qui sont considérés d'après la loi de l'impôt sur le revenu comme étant des dividendes, par exemple, créant une réduction de capital.

Les dividendes payés à des non-résidents par une corporation qui a atteint le niveau requis d'appartenance canadienne telle que définie dans la Loi de l'impôt sur le revenu et ses règlements et qui satisfait certaines autres exigences, font l'objet d'une retenue d'impôt de 20 pour cent à la source. Par contre, les dividendes payés à des non-résidents par une corporation qui n'a pas atteint le niveau requis d'appartenance canadienne ou qui ne répond pas aux exigences, sont soumis à une retenue d'impôt de 25 pour cent à la source.

Ces taux varient selon chaque accord bilatéral établi par le Canada avec 31 autres pays. Le traité fiscal canadien avec les États-Unis et le Royaume-Uni par exemple, permet un taux de 15 pour cent.

Dividendes des filiales

Au Canada une retenue d'impôt à la source de 15 pour cent par an est prélevée sur les dividendes, les redevances et autres versements effectués auprès d'une compagnie mère à l'étranger par une filiale canadienne. Le taux est réduit à 10 pour cent pour les compagnies où les Canadiens détiennent au moins 25 pour cent des actions, qui n'ont pas moins de 25% de Canadiens au conseil d'administration, ou dont au moins 25 pour cent du capital sont cotés à une bourse des valeurs canadienne et ainsi accessibles aux Canadiens. Cette retenue d'impôt à la source peut faire l'objet d'un dégrèvement d'impôts pour les bénéficiaires dans la plupart des pays.

Impôts provinciaux sur le revenu des corporations

L'Ontario prélève un impôt provincial sur le revenu des corporations de 12 pour cent calculé sur la même base que l'impôt fédéral. La Province prélève aussi une taxe annuelle sur le capital au taux de 3/10 de 1 pour cent du capital versé d'une corporation commerciale.

Dégrèvement d'impôt des petites entreprises

Une corporation privée active, contrôlée par des canadiens, qui remplit les conditions voulues pour la déduction fédérale consentie aux petites entreprises, a droit à un dégrèvement d'impôt des petites entreprises équivalent à 5 pour cent de l'augmentation de son capital en Ontario, le maximum étant fixé à la moitié des impôts exigibles pour l'année et ne dépassant pas \$6.000 par an (voir annexe A).

Dépenses pour la recherche scientifique

Une corporation éligible pour la déduction fiscale de dépenses faites pour la recherche scientifique pendant une année fiscale peut choisir de déduire un montant donné de ces dépenses pendant l'année en cours et de reporter le montant pour lequel il n'a pas fait de réclamation en vue d'un dégrèvement dans les années suivantes.

Amortissement accéléré

L'amortissement accéléré sur les immobilisations est maintenant en vigueur à savoir sur les machines et l'équipement utilisés pour la fabrication, la transformation, les équipements de contrôle de la pollution de l'eau et de l'air.

Impôts sur les particuliers

Impôts fédéraux et provinciaux sur le revenu des particuliers

Aux deux niveaux gouvernementaux, des impôts sont prélevés sur les revenus de toutes provenances, à l'extérieur ou à l'intérieur du Canada d'un particulier résident en Ontario et pour les non-résidents sur le revenu gagné pendant l'année dans la province.

C'est le gouvernement fédéral qui gère et recueille l'impôt provincial personnel. On trouve dans les Règlements fédéraux de l'impôt provincial sur le revenu les règles qui permettent de déterminer si un particulier est résident ou non, la répartition des revenus aux provinces etc. L'impôt provincial sur le revenu d'un particulier s'élève à environ 44 pour cent de l'impôt fédéral.

Déductions

Outre les exemptions personnelles du contribuable, des déductions sont consenties pour les personnes à charge, les dépenses médicales, les dons à des organisations de bienfaisance, les cotisations aux organisations professionnelles et syndicales, les contributions à des régimes de pension etc.

Impositions sur les corporations et les particuliers

Impôt sur gain en capital

Corporations — La moitié des gains nets en capital est comprise dans le revenu et imposée au taux normal d'imposition des corporations. La moitié des pertes nettes en capital peut être imputée sur l'année précédente ou reportée sur les années à venir sans limitation, et déduite des gains nets en capital jusqu'à amortissement total.

Particuliers — La moitié des gains nets en capital est comprise dans le revenu et imposée au taux normal d'imposition des particuliers. La moitié des pertes nettes en capital, jusqu'à concurrence de \$1.000, peut être déduite des autres revenus de l'année. Tout excédent peut être imputé sur l'année précédente d'abord, puis reporté sur les années suivantes sans limitation et déduit des gains en capital ou des \$1.000 annuels des autres revenus.

La résidence personnelle d'un particulier et un terrain environnant d'un acre au plus sont exonérés de l'impôt.

Impôts municipaux

Les municipalités de l'Ontario prélèvent un impôt foncier, une taxe sur place d'affaires et des droits sur les permis. L'impôt foncier est basé sur la valeur évaluée du terrain et des bâtiments utilisés à des fins commerciales/industrielles ou résidentielles/agricoles. La taxe sur place d'affaires est prélevé sur un certain pourcentage de la valeur évaluée de la propriété immobilière. Dans certaines municipalités locales on introduit une évaluation combinée avec la valeur marchande.

Impôt foncier sur la cession de terrain

Toute personne ou toute corporation lors de l'acquisition d'un terrain, est assujettie au paiement d'un impôt sur la cession de terrain, basé sur le montant total de la transaction. Attendu qu'un accroissement du taux d'impôt sur la cession de terrain était autrefois imposé aux personnes ou corporations considérées par la Loi comme étant non-résidentes, à partir du 20 avril 1977, des amendements à la Loi ont été apportés dans le budget de l'Ontario. Au lieu que tous les terrains cédés à des non-résidents soient imposés au taux élevé de 20 pour cent, seuls les terrains agricoles et de loisirs et les terrains à restriction seront imposés à ce taux élevé. D'une façon plus précise, toute cession à un particulier ou corporation non-résident, de terrain qui est dans une "zone réglementée" ou "évaluée" comme commercial, industriel ou résidentiel doit être imposé au taux normal inférieur de l'impôt sur la cession de terrain.

Impôt sur la spéculation foncière

L'impôt sur la spéculation foncière concerne l'augmentation de la valeur du terrain au moment de sa vente. Il est exigible à la fois des résidents et des non-résidents. Des exemptions sont prévues par la Loi pour les transactions considérées comme non-spéculatives. En plus, le budget 1977 a accordé une certaine détente dans le traitement des fermes et des propriétés de placement.

Taxes de vente et d'accise

Taxe de vente fédérale

Le gouvernement canadien impose une taxe générale de vente de 12 pour cent sur le prix de vente fixé par les fabricants des marchandises fabriquées au Canada et pour les produits importés, sur la valeur du produit dont les droits de douanes ont été acquittés. Cette taxe est payable au moment de la livraison, au niveau du fabricant et au moment de l'importation, par l'importateur. Il existe de nombreuses mesures d'égalisation de cette taxe afin de réduire les injustices dues au fait que les fabricants vendent à différents niveaux de distribution. Certains produits sont exonérés de la taxe de vente: certaines matières premières, une vaste gamme d'équipements de production et certaines catégories de matériaux à la consommation. Est également exempté de cette taxe l'équipement scientifique acheté par les fabricants dans le but de mettre au point ou de développer de nouveaux produits ou de nouvelles méthodes de transformation.

Le budget actuel prévoit une exonération de la taxe de vente fédérale pour certains équipements de conservation d'énergie tels que les fours solaires et panneaux chauffants, générateurs mûs par le vent et pompes de chaleur. On a proposé que le gouverneur en conseil soit autorisé à exonérer de la taxe de vente d'autres équipements, articles et matériaux de préservation d'énergie. Des nouveaux articles incluent d'autres matériaux d'isolation; des fours et des cuisinières à bois, des temporisateurs automatiques pour l'équipement électrique et des deflecteurs aérodynamiques pour les camions.

Les fabricants y compris les refabricants et les reconstructeurs de marchandises assujetties à la taxe de vente fédérale doivent se procurer un permis de taxe de vente. Les fabricants en possession d'un permis ont la permission d'acheter ou d'importer hors taxe des matériaux destinés à une fabrication ultérieure, ceci en donnant leur numéro de permis et en certifiant que ces matériaux seront utilisés, incorporés dans des marchandises imposables à vendre, ou fixés à ces marchandises.

Taxe d'accise fédérale

Outre la taxe de vente fédérale, une taxe d'accise frappe certains articles, qu'ils soient fabriqués au Canada ou importés dans le pays. La liste de ces articles comprend les bijoux, les cigarettes, le tabac et les boissons alcoolisées.

Les fabricants de ces produits doivent se procurer la licence de taxe d'accise; ils peuvent alors importer hors taxe des produits soumis d'habitude à la taxe d'accise si ces produits doivent être incorporés à un article assujetti à la taxe d'accise ou en faire partie intégrante ou partielle; dans ce cas ils doivent donner leur numéro de licence et le certificat approprié.

Les formalités de remises de déclarations et de paiement de la taxe d'accise est identique à celle de la taxe de vente fédérale.

Taxe de vente de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario prélève une taxe de vente directe de 7 pour cent sur les marchandises consommées, utilisées ou vendues dans la province. La taxe est basée sur le prix de vente payé par le consommateur ou l'utilisateur final. Les détaillants doivent se procurer une licence et garder un relevé adéquat de leurs ventes. Certains articles sont exonérés de cette taxe provinciale. Ce sont la nourriture, les livres, les carburants, l'outillage agricole, le bétail, la provende, les produits utilisés pour la fabrication ou la production. D'autres produits sont aussi exonérés maintenant de la taxe, certains articles de maison et d'hygiène personnelle tels que les savons, les détersifs, la pâte dentifrice, les désodorisants et les chaussures. Étant donné le nombre de conditions spécifiques et d'exceptions, une étude plus approfondie serait nécessaire.

Traité de fiscalité réciproque

Le Canada a signé avec certains pays des accords fiscaux selon lesquels les impositions canadiennes sur le revenu gagné au Canada par un étranger investissant peuvent normalement faire l'objet d'un dégrèvement total ou partiel des impôts dûs dans le pays d'origine de l'étranger investissant. Ce sont les autorités fiscales du pays d'origine de l'étranger investissant qui permettront de clarifier la question des obligations fiscales regarding le revenu gagné à l'étranger.

Douanes canadiennes

Administration

La Loi canadienne sur les douanes et le tarif des douanes au Canada sont du ressort de la Division des douanes et de l'accise du Ministère fédéral du revenu national. Il y a des agents douaniers dans de nombreux ports d'entrée et dans les bureaux régionaux de tout le Canada.

Tarifs douaniers sur les importations

Le tarif des douanes au Canada contient les listes de plus de 2000 rubriques tarifaires portant sur les marchandises et les produits qui peuvent être importés au Canada. Ces rubriques tarifaires sont des classifications établies suivant différents critères tels que la nature des produits et l'usage auquel ils sont destinés.

Les taux des droits d'entrée des produits visés par chaque rubrique tarifaire du tarif des Douanes suivent l'ordre suivant:

- (a) **Tarif de préférence britannique** — applicable aux marchandises cultivées, produites ou fabriquées dans la plupart des pays du Commonwealth.
- (b) **Tarif de la nation la plus favorisée** — applicable aux marchandises cultivées, produites ou fabriquées dans un des pays négociateurs de traités ou signataires de l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).
- (c) **Le tarif préférentiel général** — des concessions spéciales pour les pays en voie de développement vont être applicables immédiatement. Les droits de douanes seront réduits ou éliminés sur la base de la nation la plus favorisée ou sur une base préférentielle d'après le tarif préférentiel général sur à peu près \$100 millions d'importations provenant des pays en voie de développement. Les produits touchés par ces concessions comprennent les bananes, le café traité, le concentré de jus d'orange en vrac, les liqueurs, les vernis à bois, les tapis tissés main et certaines sortes de paniers et bien d'autres articles importants tels que les calculatrices, etc.
- (d) **Le tarif général** — applicable à toute denrée et marchandise non admises aux avantages de (a) ou (b) ou (c) ci-dessus.

Tarif préférentiel pour les produits canadiens à l'étranger

Les produits fabriqués au Canada jouissent réciprocement du tarif de préférence britannique énoncé sous (a) et (b) ci-dessus.

Taux d'imposition douanière

Les marchandises sont habituellement imposées soit d'un droit de douane "ad valorem", soit d'un droit "spécifique". "Ad valorem" signifie que les droits de douane prélevés représentent un pourcentage de la valeur de l'article, par exemple 7½ pour cent "ad valorem". Le droit de douane spécifique est prélevé par unité de poids ou toute autre mesure de quantité. Dans certains cas on prélève un droit de douane composé par exemple 25 pour cent "ad valorem" plus 5 cents par livre (½ kg.)

Évaluation aux fins douanières

Le principe fondamental des dispositions de la Loi sur les douanes est que la valeur en douane est la juste valeur marchande des produits dans le pays d'origine. De nombreuses modifications sont prévues pour les cas où d'autres facteurs doivent être pris en considération avant que soit déterminée la valeur en douane. Il y a par exemple une méthode de calcul de la valeur en douane basée sur le coût total de fabrication (de production) plus un pourcentage anticipé sur le coût administratif, les frais de vente et le bénéfice. Cette formule s'applique aux matériaux et aux composants qui sont importés pour être utilisés dans la fabrication ou la production de marchandises, mais qui ne sont pas généralement vendus dans la même condition ni pour le même usage.

Importations temporaires

Des concessions spéciales ont été accordées pour un certain nombre d'articles qui peuvent être importés pour une période temporaire d'une année au plus pour être utilisés dans la production de marchandises, ou pour des besoins d'urgence ou à des fins expérimentales.

D'une importance toute particulière pour les entreprises nouvellement installées est l'entrée temporaire des matrices, moules, patrons, gabarits et accessoires connexes. Dans le cas d'un tel équipement des droits sont perçus sur 1/60ème de la valeur évaluée chaque mois, tant qu'il se trouve au Canada, avec une imposition minimum de \$25 par importation.

Remboursement des droits de douane

On peut demander un remboursement ou une remise des droits de douane ou des taxes de vente ou d'accise déjà payés lorsque les produits importés sont utilisés à des fins spécifiques. C'est le cas par exemple des marchandises qui

sont utilisées, intégrées, incorporées ou attachées à tout article fabriqué ou produit au Canada et destiné à l'exportation. Un remboursement de 99 pour cent des droits de douanes et/ou des taxes peut alors être consenti.

Fabriqué au Canada

Aux fins d'application de la loi sur le tarif des douanes, un article ne devra pas être considéré appartenant à une classe ou espèce "fabriqué au Canada" à moins que l'industrie canadienne établie fabrique au moins 10 pour cent de la quantité normalement consommée au Canada. De plus il doit être déterminé qu'une proportion notable du contenu du produit est d'origine canadienne.

Il y a un certain nombre de rubriques tarifaires dans le Tarif des Douanes qui consentent un taux d'imposition plus bas pour les produits d'une classe ou espèce non fabriquée au Canada que pour ceux d'une classe ou espèce fabriquée au Canada.

Transformation de marchandises canadiennes à l'étranger

On peut obtenir la permission d'exporter des produits canadiens pour les soumettre à un traitement industriel et les réimporter par la suite. Il y aura alors une remise totale des droits ou seulement un pourcentage sur le contenu canadien de ces produits.

Étiquetage des produits importés

Tout produit importé dans son emballage et ainsi vendu au consommateur sans être réempaqueté est soumis à la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation. Il est bon de se référer à cette loi avant d'importer des produits de consommation au Canada.

Droit antidumping

La loi antidumping stipule qu'au cas où il y a dumping de marchandises c'est-à-dire leur valeur aux fins douanières est inférieure à leur juste valeur marchande et où ce fait a causé, cause, ou peut causer un préjudice matériel à la production de marchandises similaires au Canada, ou encore a retardé, ou est en train de retarder matériellement le démarrage au Canada de la production

de produits similaires, selon le Tribunal Anti-dumping, un droit antidumping sera prélevé.

Importation de machines et d'équipement

Des catégories importantes de machines et d'équipement connexe n'étant pas fabriquées au Canada, on peut importer ces machines et cet équipement hors taxe. On peut faire une demande de remise d'imposition sur les articles classifiés sous la rubrique tarifaire 42700-1 soit avant, soit moins de 90 jours après la date de dédouanement.

Marchandises entreposées sous douane

La loi douanière stipule que des marchandises peuvent être importées et placées sous scellés sous le contrôle de la Division des douanes et de l'accise de Revenu Canada. Les droits de douane et les obligations fiscales sont alors remis jusqu'à ce que les scellés soient ôtés.

Aide gouvernementale aux entreprises

Programmes offerts par l'Ontario

Dans un effort pour stimuler dans certaines municipalités l'activité économique et l'expansion industrielle, et pour y accroître le marché du travail, le gouvernement de l'Ontario offre un vaste programme d'aide aux compagnies remplissant les conditions requises, qui désirent étendre leurs activités dans la province ou y installer de nouvelles entreprises de fabrication.

Encouragement financier

Les programmes d'aide financière de l'Ontario ont pour but d'encourager le développement industriel et économique. Deux sortes de prêts sont offertes et régies par les corporations de développement de l'Ontario.

Les prêts pour la stimulation de l'entreprise en Ontario, qui ont pour but d'encourager l'établissement dans des régions de faible croissance économique d'entreprises de fabrication secondaire et d'entreprises connexes de soutien.

Les prêts à terme que peuvent se procurer dans toute la province les compagnies remplissant les conditions requises et qui ne peuvent pas recevoir une aide financière suffisante des organismes de prêts conventionnels. Les prêts à terme sont consentis comme aide à l'exportation, pour les hypothèques industrielles, les équipements de contrôle de la pollution, etc.

Les compagnies remplissant les conditions requises pour obtenir ces prêts sont celles qui s'adonnent à la fabrication secondaire et aux entreprises connexes de soutien, en opposition à celles qui s'adonnent aux industries primaires telles que les exploitations minières, forestières, piscicoles et agricoles.

Le gouvernement municipal n'accorde pas d'aide financière aux entreprises industrielles ou commerciales.

Aide provinciale

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce est le centre du gouvernement de l'Ontario, où doivent être adressées toutes les demandes concernant le commerce et le développement industriel et commercial. La description détaillée sur le Ministère et ses services se trouve au début de ce livret.

Aide fédérale

Le Ministère fédéral de l'expansion économique régionale (DREE) offre des programmes d'encouragement financier à des régions déterminées de faible croissance économique dans toutes les provinces du Canada. En Ontario les régions qui remplissent les conditions requises pour ces programmes sont situées à l'Est et au Nord de la province.

Ces encouragements financiers sont destinés d'abord à l'expansion ou à la modernisation d'une usine et ne doivent pas dépasser \$6 millions ou 20 pour cent du coût des immobilisations approuvé. Des encouragements secondaires au développement sont offerts pour l'établissement ou l'expansion d'une usine lui permettant de fabriquer ou de traiter un produit nouveau, et ne doivent pas dépasser 25 pour cent du coût des immobilisations approuvé plus \$5.000 pour chaque nouvel emploi.

Autres programmes d'assistance et de développement

Une fois établie comme industrie en Ontario, une compagnie peut se trouver en droit de profiter d'un bon nombre de programmes d'ajustement, de développement et de recherche qui sont offerts par le gouvernement fédéral.

(1) Programme d'accroissement de la productivité (PEP).

Le but essentiel de ce programme est d'améliorer la croissance industrielle et la productivité en encourageant les études de rentabilité de projets visant à accroître sensiblement la productivité ou l'efficacité des entreprises. L'aide est réservée aux compagnies canadiennes de fabrication et de transformation.

(2) Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense (DIP)

Buts: Le programme de productivité de l'industrie du matériel de défense réunit deux anciens programmes, celui de modernisation de l'industrie du matériel de défense destiné à l'exportation et celui à coût partagé pour l'expansion de la défense.

Le programme est conçu pour accroître au niveau de l'exportation la compétence technologique canadienne en aidant financièrement les entreprises industrielles à réaliser certains projets.

(3) Programme d'aide générale de transition (GAAP)

Buts: Aider l'industrie de fabrication canadienne à s'adapter et à soutenir efficacement la concurrence dans le nouveau contexte commercial résultant des Accords du Kennedy Round.

(4) Programme d'aide au design industriel (IDAP)

Buts: Améliorer la position concurrentielle de l'industrie canadienne, en lui permettant de perfectionner la qualité de l'esthétique industrielle de ses produits.

(5) Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques (IRDIA)

Buts: Stimuler la recherche et le développement scientifiques au Canada pour des résultats profitables au pays, s'ils réussissent.

(6) Programme sur la machinerie (MACH)

Buts: Permettre aux utilisateurs de machines d'acquérir des biens de production au prix le plus bas possible et en même temps, permettre aux fabricants de machines de retirer le maximum d'encouragement et de protection du tarif.

(7) Programme pour l'avancement de la technologie (PAIT)

Buts: Encourager la croissance industrielle et la production en subventionnant la création ou l'amélioration de produits ou de procédés pour l'exploitation commerciale.

(8) Programme d'aide au développement de l'industrie pharmaceutique (PIDA)

Buts: Augmenter le rendement de la production et de la commercialisation des médicaments au Canada et aider à réduire les prix.

(9) Règlement sur les subventions à la construction de navires (SCSR)

Buts: Soutenir la construction navale par des subventions à un niveau comparable à la protection tarifaire consentie aux autres industries et encourager la rationalisation de cette industrie.

(10) Service de consultation à l'intention de la petite entreprise (CASE)

Buts: Le programme offre la possibilité aux propriétaires et aux directeurs de petites entreprises s'adonnant à la fabrication et au tourisme de bénéficier des conseils de personnes d'affaires à la retraite. Ces services sont fournis pour un coût minime.

Renseignements généraux

Brevets

La conception du système canadien des brevets est la même que celle de la plupart des autres pays à quelques différences près. Étant donné que les brevets étrangers n'assurent pas la protection au Canada, les inventeurs étrangers doivent faire une demande de brevets canadiens auprès du Commissaire des Brevets, Ottawa, Ontario. La demande doit répondre aux exigences de la Loi et des règlements sur les brevets. Par exemple un brevet ne peut pas être accordé si l'invention a été divulguée quelque part dans le monde plus de deux ans avant la soumission de la demande au Canada; il ne serait pas valide s'il était accordé. La demande sera également rejetée si l'invention a été exploitée ouvertement ou vendue au Canada plus de deux ans avant la soumission de la demande.

Un brevet canadien est valide au Canada pour une période de 17 ans et il n'y a pas de droits annuels à payer pour le maintenir en vigueur, à condition que l'invention soit exploitée dans ce pays dans les trois ans qui suivent la concession du brevet. Beaucoup de dirigeants étrangers pénètrent sur le marché canadien grâce à des accords de licence, de redevances ou d'entreprises à coparticipation, passés avec des compagnies canadiennes. Le Ministère de l'Industrie et du Tourisme permet la rencontre des parties intéressées. Des détails sur ce service peuvent être obtenus au bureau du gouvernement de l'Ontario le plus proche.

Marques de commerce

La loi sur les marques de commerce régit l'enregistrement des marques de commerce utilisées en association avec des produits ou des services. Le Canada se conforme aux dispositions de la Convention Internationale pour la Protection de la Propriété Industrielle qui, dans des circonstances spéciales, couvre l'enregistrement de marques de fabrique étrangères. Les marques de fabrique sont valides pour 15 ans et renouvelables. Les demandes d'enregistrement doivent être envoyées au préposé des Marques de Commerce, Ministère de la Consommation et des Corporations, Ottawa, Ontario.

Droit d'auteur

Le Canada adhère à la Convention Internationale ainsi qu'à la convention universelle sur le droit d'auteur. Les demandes d'enregistrement des droits d'auteur doivent être envoyées au Commissaire Fédéral des Brevets, Ottawa, Ontario.

Esthétique industrielle

Les dessins industriels utilisés pour la décoration de produits manufacturés peuvent être déposés au Canada. Les demandes d'enregistrement doivent être envoyées au Commissaire Fédéral des Brevets, Ottawa, Ontario.

Transport

L'étendue et la variété des moyens de transport en Ontario permettent à l'industrie de se procurer des matières premières et de distribuer les produits finis à un prix raisonnable. L'Ontario occupe une position centrale au Canada, de là il est facile de transporter des marchandises vers les provinces de l'Est et de l'Ouest ou, au Sud, vers les États-Unis, par voie de terre, rail et route, voie aérienne ou voie fluviale. Le système d'autoroute Trans-Canada s'étend sur plus de 4000 milles (6400 km) depuis Halifax sur l'Atlantique jusqu'à Vancouver sur le Pacifique et les 1450 milles (2320 km) du centre traversant l'Ontario. La voie fluviale qui va de l'embouchure du Saint Laurent aux Grands Lacs offre une route de navigation qui depuis l'Atlantique pénètre dans les terres jusqu'à l'extrémité du Lac Supérieur, à 2300 milles (3680 km) de la mer, avec de nombreux ports de débarquement en route. Les chemins de fer, les compagnies de navigation et les ports principaux ont aidé à créer des moyens modernes de maniement des containers qui facilitent les expéditions outre-mer. Les deux grands systèmes ferroviaires du Canada desservent tout le pays et permettent des liaisons directes aux points frontières avec les chemins de fer des États-Unis.

On peut se procurer, aux différents terminus de l'Ontario, des barèmes des prix de transport des marchandises en tous points des États-Unis et du Mexique. L'essentiel du trafic aérien pour marchandises et passagers est assuré par les deux principales compagnies aériennes, auxquelles il faut ajouter un bon nombre de lignes intérieures moins importantes. L'aéroport international de Toronto assure un service international de transport de passagers et de marchandises. Le transport par camions est extrêmement efficace et il est facile d'effectuer le transport de marchandises d'une ville à l'autre, d'une province à l'autre, d'un pays à l'autre.

Services publics

Un large approvisionnement en énergie électrique, gaz naturel et carburant est à la disposition de l'industrie ontarienne. Une agence du gouvernement de l'Ontario contrôle l'approvisionnement, la distribution et la vente de l'énergie électrique pour un coût minimum.

Banques

Les communautés de l'Ontario sont bien desservies par les succursales des grandes banques à charte du Canada qui sont installées dans toutes les provinces et dans de nombreux pays étrangers. Une gamme complète de services bancaires est à la disposition des personnes d'affaires à la succursale la plus proche de la banque qu'elles ont choisie.

La Banque du Canada est l'institution régulatrice fédérale qui contrôle les réserves bancaires, les taux d'intérêt et les devises étrangères pour toutes les opérations bancaires.

Homologation des produits

L'association canadienne de normalisation (CSA) a la responsabilité d'établir des normes pour les produits, les traitements et les méthodes utilisées. Par exemple tous les appareils et tout l'équipement électrique doivent être certifiés CSA.

Le service des normes du Ministère de la consommation et des corporations à Ottawa est responsable de la vérification et de l'approbation des instruments de poids et de mesures.

La direction générale des aliments et des drogues du Ministère fédéral de la santé et du bien-être national à Ottawa est responsable de tout ce qui touche à la nourriture, aux remèdes, aux produits de beauté et aux appareils médicaux; ceci avec une insistance toute particulière sur le contrôle des installations de l'usine, de la constitution des produits, des formules, de l'emballage, de l'étiquetage et de la publicité.

Annexe A

Taux d'imposition combiné fédéral-provincial sur les corporations

Le taux d'imposition combiné fédéral/provincial applicable en Ontario donné ci-dessous comprend l'impôt sur le revenu des corporations de l'Ontario de 12 pour cent et le dégrèvement fédéral de 10 pour cent comme il l'a été expliqué page 12.

- (1) Pour toutes les corporations sauf celles qui remplissent les conditions requises pour les stimulants aux petites entreprises.

	sur le revenu imposable des opérations de fabrication et de transformation	sur le revenu imposable d'autres opérations
1977	42	48

- (2) Pour les sociétés qui remplissent les conditions requises pour les stimulants aux petites entreprises (essentiellement les corporations privées contrôlées par des résidents canadiens.)

1977	19	24
------	----	----

Remarque: Les corporations privées contrôlées par des canadiens peuvent profiter des taux faibles d'imposition sur les premiers \$150,000 de revenu net gagné en une année jusqu'à une limite de \$750,000 de revenu imposable accumulé après l'année fiscale 1971.

Le droit à ce faible taux d'imposition peut être maintenu si l'on paie des dividendes imposables.

Annexe B

Ministère de l'Industrie
et du Tourisme de l'Ontario

900 Bay Street Hearst Block,
Queen's Park Toronto,
Ontario Canada M7A 2E1

BUREAUX RÉGIONAUX DE L'ONTARIO

ONTARIO CENTRAL-EST

Bureau de la région à Willowdale (Fairview Mall). Bureau du district à Orillia et Peterborough.

WILLOWDALE

Suite 480,
5 Fairview Mall Dr.,
WILLOWDALE, Ontario
M2J 2Z1
Téléphone: (416) 491-7680

ORILLIA

Sterling Trust Bldg, 2nd Floor,
73 Mississauga Street East
P.O. Box 488
ORILLIA, Ontario
L3V 6K2
Téléphone: (705) 325-1363

PETERBOROUGH

139 George Street North
PETERBOROUGH, Ontario
K9J 3G6
Téléphone: (705) 742-3459

ONTARIO CENTRAL-OUEST

Bureau de la région à Kitchener. Bureau du district à St. Catharines.

KITCHENER

305 King Street West,
KITCHENER, Ontario
N2G 1B9
Téléphone: (519) 744-6391

ST. CATHARINES

Garden City Skyway,
P.O. Box 3024
ST. CATHARINES, Ontario
L2R 7E6
Téléphone: (416) 684-2345

ONTARIO EST

Bureau de la région à Ottawa. Bureau du district à Brockville et Kingston.

OTTAWA

220 Laurier Avenue West,
Suite 900,
OTTAWA, Ontario. K1P 5Z9
Téléphone: (613) 237-6280

BROCKVILLE

143 Parkdale Avenue
BROCKVILLE, Ontario. K6V 6B2
Téléphone: (613) 342-5522

KINGSTON

Princess Anne Bldg.,
Suite 401,
797 Princess Street
KINGSTON, Ontario. K7L 1G1
Téléphone: (613) 546-0174

ONTARIO NORD

Bureau de la région à Sudbury. Bureau du district à Timmins, Sault Ste. Marie et Thunder Bay.

SUDBURY

767 Barrydowne Road
SUDBURY, Ontario. P3A 3T6
Téléphone: (705) 560-1330

TIMMINS

273 Third Avenue
Suite 200
TIMMINS, Ontario. P4N 1E2
Téléphone: (705) 264-5393

SAULT STE. MARIE

120 Huron Street
P.O. Box 1196
SAULT STE. MARIE, Ontario. P6A 5N7
Téléphoné: (705) 253-1103

THUNDER BAY

Ontario Government Bldg.
435 James Street South
P.O. Box 5000
THUNDER BAY, Ontario. P7C 5G6
Téléphone: (807) 475-1325

ONTARIO SUD-OUEST

Bureau de la région à London. Bureau du district à Owen Sound et Windsor.

LONDON

195 Dufferin Avenue,
Suite 607
LONDON, Ontario
N6A 1K7
Téléphone: (519) 433-8105

OWEN SOUND

Suite 104, Nor-Towne Plaza,
1131 Second Avenue East,
OWEN SOUND, Ontario
N4K 5P7
Téléphoné: (519) 376-3875

WINDSOR

250 Windsor Avenue
Suite 227
WINDSOR, Ontario
N9A 6V9
Téléphone: (519) 252-3475

BUREAUX INTERNATIONAUX DE L'ONTARIO

Chicago

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
233 North Michigan Avenue,
Suite 1306,
CHICAGO, Illinois 60601, U.S.A.
Téléphone: (312) 565-0858

Los Angeles

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
606 South Olive Street,
Suite 1001,
LOS ANGELES, California 90014, U.S.A.
Téléphone: (213) 627-3531

New York

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
1251 Avenue of the Americas,
Suite 1080,
NEW YORK, New York 10020, U.S.A.
Téléphone: (212) 247-2744

Bruxelles

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
24 Avenue des Arts, Bte 7,
1040 BRUXELLES, Belgique
Téléphone: 511-63-23 — 512-23-59
Télégramme: ONTARIBRUSS.
BRUXELLES

Frankfort

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
Bockenheimer Landstrasse 51/53
6000 Frankfort/Main, Allemagne
Téléphone: 72-80-44
Télégramme: ONTARIFRANK
FRANKFORT
Telex: 416176 Onfra

Milan

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
Via Senato 7,
20121 MILAN, Italie
Téléphone: 781-162
Télégramme: ONTARIMIL
MILAN

Stockholm

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
Strandvagen 7B,
STOCKHOLM, Suède 11456,
Téléphone: 61-19-00
Télégramme: ONTARIHOLM,
STOCKHOLM

Mexico

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
Paseo de la Reforma 382-4 Piso,
MEXICO 5, D.F., Mexique
Téléphone: (905) 5-11-63-70 — 5-25-83-41

Tokyo

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
World Trade Centre Building,
Room 1219, 4-1 Hamamatsu-Cho,
2 — Chome, Minato-ku,
TOKYO 105, Japon
Téléphone: 436-4355
Télégramme: ONTARITOK
TOKYO

Londres

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
Ontario House,
Charles II Street,
LONDRES, SW1Y 4QS, Angleterre
Téléphone: 01-930-6404
Télégramme: ONTARILON,
LONDRES
Télex: 51-262517

Paris, France

GOVERNMENT OF ONTARIO/CANADA
19 Ave Montaigne
PARIS 75008, France
Téléphone: 720-61-37
Télégramme: ONTARIPAR
PARIS



Ministry of
Industry and
Tourism

Province of Ontario
Queen's Park
Toronto, Canada
M7A 2E4

John Rhodes
Minister

James Fleck
Deputy Minister